



HORS-SÉRIE 3€⁵⁰

C'est quoi être président de la République ?

Retrouvez ce hors-série en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

ouest france

Parrainages : le défi des "petits candidats"



Ils battent la campagne en vue de décrocher les 500 parrainages nécessaires pour se présenter à la présidentielle. De gauche à droite et de haut en bas : Rama Yade, Philippe Poutou, Michèle Alliot-Marie, Yves-Marie Quémener/Marc Olivier/MaxPPP, Charlotte Marchandise et Alexandre Jardin. Page 4

Présidentielle : les états d'âme du curé de Livarot

Observateur des âmes de trente-quatre communes du Calvados, le père Zacharie offre son oreille bienveillante à ses fidèles. Au risque de s'y user lui-même ! Il aimerait que les candidats à la présidentielle soient un peu plus à l'écoute de leurs concitoyens.



En dernière page

L'ombre des cyberattaques sur la campagne électorale

Page 3

Calvados

Dans le pays d'Auge, elle passe des chevaux aux cochons de Bayeux

Page 6

Fabienne Buccio est la nouvelle préfète de région

Page 5

Le Ceta fait débat aussi au Canada

Le traité de libre-échange entre l'Europe et le Canada a été voté hier. Le Premier ministre Justin Trudeau (photo) s'en félicite, même si l'accord est aussi contesté dans son pays. Notamment par les producteurs de lait.



Page 2

Les animaux dopent l'audience télé

Sauvages, domestiques ou au zoo, nos amies les bêtes fascinent les Français et les chaînes engrangent de belles audiences. La recette : réunir célébrités et animaux. Ici, Muriel Robin en compagnie des bonobos dans *Le Messenger*.



En Cultures-Magazine

Ski : Tessa Worley se veut géante

Elle domine la Coupe du monde en géant et les statistiques plaident pour elle. La Française dispose de atouts pour briguer un succès doré dans sa spécialité, aujourd'hui, aux Mondiaux de ski alpin de Saint-Moritz, en Suisse.



En Sports

Commentaire

par Laurent Marchand

Libre-échange à contretemps

Les négociateurs ont bûché pendant des années, mais ils auraient difficilement pu imaginer pire moment pour remettre leur copie. Le vote du Parlement européen, hier, sur le Ceta, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, ressemblait beaucoup à un pique-nique prévu de longue date, alors que la tempête protectionniste gronde.

Avec le Brexit, Trump, les effets prolongés de la crise, la poussée des extrêmes droites et le regain d'une gauche anticapitaliste, l'air du temps n'est pas au libre-échange. C'est un euphémisme de le dire.

Longtemps censée ouvrir un horizon, la mondialisation des échanges est, aujourd'hui, ressentie comme un immense courant d'air. Surtout loin des grandes villes, par ceux qui sont exclus de ses bienfaits. Là où les délocalisations font mal. D'où l'envie dominante de fermer les fenêtres, de claquer les portes. Et, pour les plus radicaux, d'élever même des murs.

Pourtant, le Ceta n'est pas le monstre effrayant que certains calculs politiques veulent bien laisser entendre. En poids réel, le Canada, 36 millions d'habitants, c'est moins que la Pologne. Il n'est d'ailleurs que le onzième partenaire de l'UE, et, en gains de croissance

escomptés, une bonne application du Ceta ne ferait progresser le PIB européen que de 0,08 %.

Lorsque l'on détaille les mesures, mérites et défauts s'équilibrent. D'un côté, le Ceta offre des ouvertures inédites quant à l'accès aux marchés publics et la défense de nos appellations contrôlées hors de l'Europe, ce qui est une première absolue.

Un enjeu politique

Le camembert ou le champagne peuvent enfin se défendre sur le sol américain. On ne peut que saluer également la reconnaissance du projet européen de création d'une cour de justice permanente en lieu et place des actuels tribunaux d'arbitrage.

Dans le même temps, l'accord a des zones d'ombre qui inquiètent légitimement ses détracteurs. Son incompatibilité avec l'accord climat. Son impact sur le secteur bovin. Le risque de voir l'augmentation des échanges ne pas empêcher de nouvelles pertes d'emplois.

Dans le débat nerveux sur le Ceta, c'est en fait l'enjeu symbolique, et donc politique, qui prime sur le réel poids économique de l'accord. Est-ce raisonnable de construire un pont sur l'Atlantique

au moment où Trump prône le protectionnisme ? Jouer la carte canadienne pourrait, effectivement, être une façon de poser, dans un monde de brutes, un contrepoint au risque protectionniste. Mais l'Union européenne, une fois ratifié l'accord voté hier à Strasbourg, ce qui est loin d'être évident, en a-t-elle les moyens ?

C'est la Commission européenne qui négocie ce type d'accord, parce que c'est sa compétence exclusive. Mais dispose-t-elle des moyens d'intervenir, ensuite, sur ses éventuels impacts négatifs ? Non, pas suffisamment. Jean-Claude Juncker, mardi, a d'ailleurs pointé l'hypocrisie des États sur ce point. L'adoption du Ceta n'est donc pas la menace apocalyptique décrite par certains, mais elle n'est pas non plus la réponse au besoin de maîtrise, voire de protection, qui se manifeste aujourd'hui, élection après élection.

Dans la longue dialectique qui a opposé le capitalisme et le collectivisme, tout au long du XX^e siècle, l'Europe libre a toujours recherché sa voie propre. Celle d'une économie sociale de marché. Ouverte au libre-échange, mais soucieuse d'équité. C'est sur ce deuxième point que nos dirigeants sont attendus. Plus que jamais.

HORS-SÉRIE

Choisis ton futur métier !

400 fiches métiers pour bien préparer son avenir : formations, débouchés, salaires, témoignages de professionnels

Retrouvez ce hors-série en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

